

## Education financière : la gestion d'actifs se mobilise

Les concepts de base de la finance sont largement méconnus des Français. Des lacunes qui les conduisent à n'investir que dans des placements sans risque, au détriment de leur rentabilité. Pour les asset managers, participer à l'éducation financière de la population relève donc à la fois de leur responsabilité sociétale et de leur intérêt commercial. Les initiatives se multiplient au sein de la profession.

Les Français sont de mauvais élèves en matière de finance. A l'école, on parlerait d'une « maîtrise insuffisante » des connaissances de base. Qu'il s'agisse des effets de l'inflation sur l'épargne ou du calcul d'un taux d'intérêt, beaucoup butent sur des questions simples (lire interview). Les principaux intéressés en sont d'ailleurs conscients : selon une étude de la Banque de France, 69 % des adultes français interrogés jugent leurs connaissances moyennes ou faibles sur les questions financières. A l'échelle internationale, les comparaisons sont souvent peu flatteuses. Selon les méthodologies, la France est au mieux dans la moyenne (OCDE) ou en bas de classement (Banque mondiale). En 2017, une étude réalisée par la chercheuse Annamaria Lusardi de l'Université George Washington pour Allianz a même placé la France en queue du peloton européen, derrière le Portugal et l'Italie.



Inès de Dinechin, présidente de la mission Education financière, AFG



### Une montagne insurmontable

Une situation qui ne laisse pas indifférents les professionnels de l'investissement et tout particulièrement les asset managers. « Le niveau d'éducation financière des Français est sur une moyenne plutôt basse, confirme Julien Semonsu, responsable pour la France de la Franklin Templeton Academy, un dispositif

mis en place à l'échelle internationale par le gestionnaire américain. Cela se voit aux produits d'investissement qu'ils sélectionnent, principalement des supports sans risque comme le livret A ou le fonds en euros. » Investir sur les marchés financiers, en particulier via les produits de gestion collective conçus par les asset managers, leur semble hors de portée. « Moins on maîtrise un sujet, plus on en a peur : il faut faire en sorte que la finance ne soit plus perçue comme une montagne insurmontable », plaide Inès de Dinechin, présidente de la mission Education financière de l'Association française de la gestion financière (AFG).

Cette méconnaissance est très pénalisante à long terme pour les ménages français. « Le taux moyen auquel on investit son épargne sur un horizon de 20 ans a de lourdes conséquences sur le niveau de richesse final : placer 10 000 euros à 3 % plutôt qu'à 5 % génère un manque à gagner de près de 9 000 euros à terme, calcule Maxime Ricomes, gérant-analyste multigestion diversifiée chez Aviva Investors France et chargé de cours à l'Inseec. L'éducation financière permet de prendre conscience de l'impact substantiel de ce type de décision au cours d'une vie. » Jusqu'à présent, ces lacunes ont eu un impact limité sur la capacité des ménages à réaliser leurs projets mais ce sera de moins en moins le cas demain, mettent en garde l'ensemble des pro-

fessionnels. « Pendant plus de 50 ans, nous avons eu la chance de bénéficier d'un système qui nous permettait de ne pas nous préoccuper financièrement de notre santé, de notre retraite ou de l'éducation de nos enfants, souligne Inès de Dinechin. Ce sera un peu moins le cas demain et il est indispensable de rendre chacun plus autonome pour le financement de ses projets. » L'exemple de la retraite est particulièrement éloquent : dans un contexte de difficile équilibre des régimes par répartition, les pouvoirs publics veulent stimuler les mécanismes de capitalisation, via le plan d'épargne retraite (PER) instauré par la loi Pacte. Or, pour que le dispositif génère un complément de revenus significatif au moment de la retraite, la majeure partie de ces PER va devoir être investie en produits risqués. Les professionnels redoutent que les Français n'y soient pas suffisamment préparés.

## Des biais cognitifs pénalisants

Même à plus court terme, l'enjeu est palpable. « Dans l'environnement de taux très bas actuel, les placements considérés comme sans risque rapportent moins que l'inflation : il faut donc savoir investir sur des produits capables de véritablement apporter une rémunération à moyen-long terme », observe Thomas Valli, directeur des études économiques de l'AFG. Là encore, investir sur les marchés financiers fait partie de la réponse, pour peu que l'on sache les utiliser à bon escient. « Pendant la crise sanitaire, on a constaté le retour des particuliers en Bourse et plus généralement sur certains investissements risqués, comme les cryptoactifs, note Maxime Ricomes. Ils ont cherché à profiter du rebond de ces marchés. Mais il n'est pas sûr que tous l'aient fait en ayant conscience des risques qu'ils prenaient en diver-

sifiant trop peu leur épargne. » Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et la flambée des prix qui a suivi, un raisonnement similaire pousse des Français à convertir en or une partie significative de leur épargne. « L'éducation financière permet d'aller à contre-courant de certaines émotions et de certains schémas mentaux qui incitent à surréagir aux mouvements de marché, poursuit Maxime Ricomes. Elle apprend à construire, en fonction de son horizon de placement, un portefeuille d'actifs diversifiés capable de faire face à différents environnements de marché. »

## Vers un meilleur dialogue

Accompagner les épargnants dans cette construction est justement le métier des professionnels de l'investissement. Participer à l'amélioration du niveau d'éducation financière de la population leur semble donc une démarche naturelle. « Nous avons un rôle sociétal à jouer en la matière, pour rendre les Français davantage maîtres de leurs finances personnelles », assure Bettina Ducat, directrice générale de La Financière de l'Echiquier, qui mène de nombreuses initiatives dans le domaine. Et ce faisant, ces mêmes professionnels créent des conditions favorables à la diffusion de leurs produits d'épargne. « Nous pouvons encore mieux accompagner nos clients lorsqu'ils sont plus avertis : la qualité du dialogue est meilleure », reconnaît Bettina Ducat. Une manière aussi de limiter les différends liés à une mauvaise compréhension du produit.

Cet alignement d'intérêt les incite à prendre des initiatives en la matière. L'association européenne de la gestion d'actifs, l'Efama, en a recensé 46 auprès de ses membres selon une récente étude publiée à l'occasion de la Semaine de l'éducation financière du

21 au 27 mars. Comme les asset managers sont rarement en contact direct avec les clients finaux, ces dispositifs ont d'abord visé les distributeurs (CGP, réseaux bancaires ou d'assurance). « Depuis 2005, via la Franklin Templeton Academy, nous proposons aux distributeurs avec qui nous travaillons des modules de formation sur la macroéconomie, le concept de diversification ou encore la psychologie de l'investisseur, explique Julien Semonsu. L'objectif est de leur donner suffisamment confiance pour qu'ils puissent discuter ensuite avec les clients finaux. »



Maxime Ricomes, gérant-analyste multigestion diversifiée, Aviva Investors France

Les intermédiaires semblent d'ailleurs demandeurs de ce type d'accompagnement. « Dans le cadre de notre initiative Echiquier Academy, nous avons organisé l'an dernier pour les CGP, trois sessions de formation sur les indicateurs macroéconomiques : elles ont chacune été suivies en moyenne par 130 personnes », relate Bettina Ducat. Sans aller jusqu'à de la formation en tant que telle, les asset managers fournissent également du contenu pédagogique que les intermédiaires peuvent réutiliser. Amundi, par exemple, a lancé en 2018 un « mur digital » dédié à l'investissement immobilier et composé d'une vingtaine

de modules en ligne (vidéos, infographies, etc.). Il a été consulté plus de 85 000 fois.

## Le grand public ciblé

Mais pour la profession, il faut aller plus loin. « Nous ne pouvons pas limiter notre action aux distributeurs, qui sont en contact avec des personnes se préoccupant déjà de leur épargne, soulève Inès de Dinechin. Nous devons toucher la population plus largement, et notamment les jeunes. » Le guide « 12 principes pour épargner et investir » réalisé par l'AFG en 2020 bénéficie ainsi du label public Educfi, délivré dans le cadre de la Stratégie nationale d'éducation financière que pilote la Banque de France, ce qui lui permet d'être relayé très largement. « Depuis l'an dernier, nous diffusons, sur les réseaux sociaux, des messages, des quiz ou encore des témoignages dans le cadre de notre campagne "être acteur de mon épargne" », complète Thomas Valli. Ce sont aussi les femmes qui sont ciblées par certaines initiatives, comme dans le cas de La Financière de l'Echiquier via sa participation au média digital ViveS, lancé par Bayard et dédié à l'indépendance économique et financière des femmes. « Nous soutenons ce média qui produira notamment un podcast "Osons l'oseille !", indique Bettina Ducat. Nous contribuerons à la création d'un MOOC (massive open online course), qui sera proposé aux entreprises partenaires. L'éducation financière des femmes est un enjeu à nos yeux : la finance est souvent une matière dont elles se sentent étrangères et qu'elles délèguent, ce qui peut se révéler problématique en cas de divorce par exemple. Les rendre autonomes sur le sujet est un des premiers axes sur lesquels agir pour les rendre plus

libres. » De fait, lors de l'enquête menée par la Banque de France, 28 % des hommes ont déclaré avoir « une connaissance élevée » sur les questions financières ; seules 15 % des femmes partageaient cette perception...



Bettina Ducat, directrice générale, La Financière de l'Echiquier

## Le vecteur de l'épargne salariale

Toucher le grand public et notamment les épargnants de demain peut aussi passer, pour les gestionnaires d'actifs, par leur accompagnement dans le cadre de l'épargne salariale. « Pour beaucoup de personnes, c'est la première épargne financière qui ne répond pas à un besoin de précaution », observe Thomas Valli. Faire preuve de pédagogie à ce moment-là de la vie patrimoniale d'un individu prend donc tout son sens. Amundi, par exemple, a créé une offre de formation dédiée pour les entreprises qui proposent participation et intéressement à leurs collaborateurs.

« Via l'épargne salariale, nous ouvrons les placements financiers à des personnes qui n'y ont généralement pas accès et qui n'ont pas de conseiller pour les guider dans leurs choix d'investissement : cela rend la formation d'autant plus utile, note Catherine Leroy, directrice de l'épargne salariale et retraite d'Amundi. Nos formations peuvent s'adresser à tous les maillons de l'entreprise, de la direction aux salariés eux-mêmes, en passant par les équipes RH. Elles peuvent être en présentiel ou à distance, via notamment un MOOC. » L'occasion d'acquiescer quelques réflexes utiles également au moment de gérer son épargne individuelle.

En dépit de l'accélération des initiatives, l'éducation financière des épargnants français reste un combat de longue haleine que les asset managers ne pourront gagner seuls. Pour eux, l'impulsion doit être donnée beaucoup plus tôt, dès le plus jeune âge. « En Allemagne, les enfants suivent des cours sur l'utilisation des finances personnelles dès le primaire, alors qu'en France, ces sujets sont abordés seulement si vous faites des études spécialisées », regrette Inès de Dinechin. Intégrer la finance au cursus scolaire, les Français n'y sont pas hostiles : 80 % des personnes interrogées par la Banque de France approuvent l'idée, principalement à partir du collège ou du lycée. C'est d'ailleurs l'un des axes poursuivis par la stratégie nationale d'éducation financière, voulue par les pouvoirs publics dans le cadre de l'OCDE. Après tout, calculer un taux d'intérêt, c'est travailler ses maths ! ■

par N Séverine Leboucher @Sev\_Leboucher

« *« Moins on maîtrise un sujet, plus on en a peur : il faut faire en sorte que la finance ne soit plus perçue comme une montagne insurmontable. »*

« *69% des adultes français interrogés jugent leurs connaissances moyennes ou faibles sur les questions financières, selon la Banque de France.*

### « Un tiers des Français a moins d'un mois de salaire d'épargne »

3 questions à... Stéphanie Lange Gaumand, directrice de l'éducation financière à la Banque de France



#### **1 Quel est le niveau des Français en matière d'épargne ?**

Tout d'abord, il faut signaler que le concept d'éducation financière est bien plus large que le seul sujet de l'épargne : il couvre également des items comme le budget, le compte bancaire, le crédit, les moyens de paiement, l'assurance et les arnaques. La gestion du budget est, à ce titre, la notion de base sur laquelle nous travaillons en priorité, avec pour objectif de permettre de dégager une capacité d'épargne. Il faut avoir en tête qu'un tiers des Français a moins d'un mois de salaire d'épargne. D'une manière générale, on constate que les connaissances financières des Français sont insuffisantes sur plusieurs points. L'impact de l'inflation sur l'épargne ou le crédit est mal compris : moins de la moitié a répondu correctement à la ques-

tion dans le cadre de notre enquête publiée en décembre 2021. Les mécanismes de taux d'intérêt, surtout lorsqu'ils sont capitalisés, sont également méconnus. Enfin, 30 % des répondants ne voient pas de lien entre la diversification de l'épargne et le risque pris. En termes de comportements aussi, des progrès doivent être faits. Seuls 46 % des Français se fixent des objectifs financiers à court, moyen et long terme : la majorité épargne de manière passive, sans se poser de questions. C'est ainsi que l'épargne accumulée pendant la crise sanitaire est essentiellement restée sur les dépôts à vue.

#### **1 Quelles initiatives mène la Banque de France sur ce sujet de l'épargne ?**

Nous avons récemment organisé les « Rendez-vous de l'épargne » : nous sommes partis à la rencontre du public dans 40 villes de France pour transmettre quelques bons réflexes en la matière. Nous produisons du contenu pédagogique sur la notion de risque et de rendement (infographie sur le portail « Mes questions d'argent », émission pour ConsoMag). L'épargne est aussi un des thèmes abordés dans le cadre du passeport Educfi, organisé dans les classes de quatrième avec pour objectif de couvrir 10 % du total des élèves de cette tranche d'âge. Le sujet de l'épargne est aussi traité à travers les actions que nous menons, sous forme d'un escape game, auprès des jeunes de 15 à 17 ans dans le cadre du service national universel.

#### **1 Travaillez-vous avec les professionnels de l'investissement ?**

Nous collaborons avec les acteurs privés mais uniquement par l'intermédiaire de leur association professionnelle, l'AFG notamment. L'OCDE a fixé un cadre pour les stratégies nationales d'éducation financière : les initiatives doivent être pédagogiques, accessibles gratuitement et neutres. Ainsi, il ne peut y avoir aucun nom commercial derrière les contenus labellisés Educfi, diffusés jusqu'au sein des écoles. C'est essentiel pour ne pas perdre notre crédibilité.

## Gratuites ou payantes : des stratégies de formation variées

• Pour beaucoup d'asset managers, les initiatives en matière d'éducation financière entrent dans le cadre de la responsabilité sociétale de l'entreprise. Elles sont donc réalisées à titre gratuit. Elles mobilisent les salariés qui consacrent une partie de leur temps de travail à concevoir et animer les formations. Cet accompagnement peut aussi avoir des vertus sur le plan commercial. « C'est un service à valeur ajoutée que nous mettons à la disposition de nos partenaires et prospects, qui peut faciliter la relation, explique Julien Semonsu, chez Franklin Templeton. Nous ne parlons jamais de nos produits lors de ces formations, mais un commercial peut, parfois, intervenir à la suite des sessions. »

• Amundi Epargne Salariale & Retraite (ESR) a adopté une tout autre stratégie. « Nous souhaitons proposer des prestations de qualité, qui ont une valeur : notre offre de formation est donc payante pour les entreprises, ce qu'elles comprennent très bien, témoigne Valérie Bardou, responsable de la formation à l'épargne salariale et retraite d'Amundi. Nous avons ainsi obtenu la déclaration d'Amundi en tant qu'organisme de formation. » Un revenu additionnel qui ne représente qu'une goutte d'eau dans les résultats du géant européen.

“ **Les réseaux sociaux sont un vecteur utilisé par les asset managers pour diffuser des messages d'éducation financière à une population large.**

“ « L'éducation financière permet d'aller à contrecourant de certaines émotions et de certains schémas mentaux qui incitent à surréagir aux mouvements de marché. »

“ « L'éducation financière des femmes est un enjeu : la finance est souvent une matière dont elles se sentent éloignées et qu'elles délèguent, ce qui peut se révéler problématique en cas de divorce par exemple. »

“ **Pour les professionnels de la gestion, l'éducation financière doit commencer dès le plus jeune âge, dans le cadre de l'école.**

## L'ESG, un catalyseur ?

• Difficile de captiver un auditoire grand public en parlant d'inflation, de courbe de taux et de politique de dividendes. Mais si, au lieu de mettre en avant les caractéristiques financières d'une entreprise, on se focalise sur sa dimension extra-financière, l'écoute n'est plus la même. C'est en tout cas ce qu'avancent les gestionnaires d'actifs engagés dans une démarche ESG. « Le sujet de l'investissement responsable est une lame de fond qui peut changer le regard porté sur l'argent, veut croire Bettina Ducat, à La Financière de l'Echiquier. Il s'agit de démontrer que l'épargne peut à la fois générer une performance financière tout en contribuant à la transformation de l'économie. »

• A condition de ne pas perdre son interlocuteur dans les concepts jargonneux de l'ESG, où se côtoient « taxonomie », « article 8 » ou encore « intensité carbone ». « Les notions extra-financières donnent du sens à l'épargne mais elles peuvent aussi compliquer les informations fournies aux épargnants », souligne Thomas Valli, à l'AFG. L'effort de pédagogie est donc tout aussi énorme en matière extra-financière que financière. « Il faut pouvoir expliquer, par des exemples concrets, quel est l'impact de notre approche responsable de l'investissement, reconnaît Bettina Ducat. C'est un enjeu d'éducation et de transparence. » A cette condition, l'ESG pourra jouer un rôle de catalyseur dans les démarches d'éducation financière.

